

Conditions d'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et introduction d'un timbre d'injection

Date de la contribution : 16/09/2019

Question 1 : Êtes-vous favorable aux modalités de construction du zonage de raccordement envisagées par la CRE et notamment au critère technico-économique retenu (critère I/V élargi) ?

Favorable

Commentaire :

GRTgaz est de façon générale favorable aux modalités de construction du zonage, destiné à donner de la visibilité aux porteurs de projets sur les zones les plus favorables à l'injection de biométhane sur les réseaux. **GRTgaz s'oppose toutefois fortement à la modalité d'actualisation du zonage proposée par la CRE visant à exclure les volumes déjà raccordés. GRTgaz considère cette modalité comme source d'instabilité** et de nature à nuire au développement de la filière. Ce point est développé à la question 4.

Le décret n°2019-665 requiert en son article 453-21 l'élaboration par les gestionnaires de réseau d'un zonage de raccordement définissant « *pour chaque zone [...] le réseau gazier le plus pertinent d'un point de vue technico-économique pour le raccordement d'une nouvelle installation de production de biogaz* ». Le critère I/V décret ne répond pas à ce besoin puisqu'il est limité aux ouvrages de renforcement et ne tient donc compte ni des raccordements directs ni des ouvrages mutualisés associés à certains raccordements au réseau de transport. GRTgaz est donc favorable à l'application du critère I/V élargi, qui répond aux finalités du zonage et constitue une manière efficace d'identifier la logique économique d'ensemble de l'injection du biométhane dans les réseaux en intégrant les investissements de raccordement.

Question 2 : Êtes-vous favorable à la méthodologie d'implication des acteurs locaux proposée par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

GRTgaz est favorable à la démarche en deux temps décrite dans la consultation publique :

- La présentation aux fédérations représentantes des autorités locales de l'outil commun en amont du 1^{er} zonage,
- Puis, une consultation plus locale et plus large à l'occasion de l'établissement de chaque schéma de raccordement, cette consultation portant sur les potentiels méthanisables au niveau des territoires concernés.

Question 3 : Êtes-vous favorable au format de livrable proposée par la CRE pour le zonage de raccordement ? Estimez-vous que celui apporte la visibilité nécessaire à la filière ? Partagez-vous le code couleur retenu ?

Défavorable

Commentaire :

GRTgaz considère le format proposé par la CRE comme excessivement complexe en ce qu'il juxtapose deux échelles porteuses d'informations différentes (I/V décret et I/V élargi). Sa lecture et son interprétation risquent donc d'être particulièrement difficiles pour la filière.

GRTgaz suggère de simplifier le livrable proposé en le recentrant sur l'information principale à destination des porteurs de projet, telle que prévue dans le décret, qui est d'identifier le réseau gazier le plus pertinent d'un point de vue technico-économique (hors de certaines « zones blanches » décrites ci-dessous) pour chaque zone du territoire. Pour cela, le critère (I/V) élargi est un indicateur technico-économique pertinent.

Cette identification du réseau gazier la plus pertinente réalisée, il est possible d'apporter, dans chaque zone, des informations complémentaires :

- Dans les zones où des renforcements seraient nécessaires, une information sur l'éligibilité au dispositif tarifaire de couverture des renforcements pourrait être ajoutée en communiquant si l'estimation du (I/V) décret au moment du zonage est inférieure ou supérieure au seuil de 4700 €/nm³/h afin d'éclairer sur les conditions d'éligibilité au dispositif de couverture tarifaire des renforcements.
- Dans les zones où un raccordement (au réseau de transport ou au réseau de distribution) suffit, un raffinement basé sur des seuils de (I/V) élargi pourrait s'envisager mais, dans la mesure où cela n'envverrait pas de signaux additionnels sur les conditions de réalisation des renforcements, GRTgaz préconise de ne pas complexifier le livrable de zonage avec ce type d'information et de représenter ce type de zone avec une couleur dédiée.

De façon générale, **GRTgaz est réservé sur la notion de « zone rouge »** car nous identifions le risque que cette couleur n'envoie pas un message correct à la filière. En effet, le rouge est associé à l'interdiction, ce qui n'est pas fondé dans le cas présent. Il est en effet indispensable de rappeler que, conformément au décret (article D. 453-24), des projets peuvent être développés dans des zones présentant un ratio technico-économique supérieur au plafond dès lors que le surcoût de renforcement par rapport au seuil de 4700 €/Nm³/h n'est pas porté au tarif mais pris en charge par le producteur et/ou par des tiers. Par ailleurs, des projets de raccordement direct resteront également possibles.

En complément, GRTgaz préconise que les zones dans lesquelles le potentiel méthanisable est faible et qui ne nécessitent pas de zonage de raccordement puissent apparaître sous forme de zones blanches.

Par ailleurs, sur les informations additionnelles associées aux zones, afin que l'information fournie soit complète, il nous semble important **d'indiquer la capacité d'accueil avant et après renforcement**.

Enfin, GRTgaz constate que les finalités précises du zonage ne sont pas indiquées dans la consultation, et nécessiteront d'être explicitées. Notamment, il conviendra de **clarifier le rôle du « gestionnaire de réseau référent »** vis-à-vis des porteurs de projets. GRTgaz considère en tout état de cause qu'il n'y a **pas lieu d'établir de lien entre le résultat du zonage et la proposition de la CRE développée aux questions 10 et 11 de mise en place d'un timbre d'injection**.

Question 4 : Êtes-vous favorable au calendrier de mise en place, aux modalités et à la fréquence d'actualisation du dispositif de zonage de raccordement ?

Défavorable

Commentaire :

GRTgaz est très défavorable à la proposition de la CRE qui vise à exclure les volumes déjà raccordés (et investissements associés) lors des mises à jour successives du zonage de raccordement. En effet, comme le précise le rapport de la DGEC accompagnant le passage en CSE du projet d'arrêté du 28 juin 2019, le seuil technico-économique fixé par l'arrêté a été calculé pour permettre l'atteinte de l'objectif de 22 TWh de biométhane injectés en 2028 figurant dans le projet de programmation pluriannuelle de l'énergie. La CRE, elle-même, dans son avis rendu le 19 avril 2019, note le lien intrinsèque entre le seuil de 4700 €/nm³/h et l'objectif de biométhane injecté de la PPE de 22 TWh.

Or ce seuil a été déterminé en tenant compte de *l'ensemble* des volumes (volumes déjà raccordés et potentiels restants) d'ici à 2028 ainsi que la CRE a pu le vérifier lors de l'élaboration de ce seuil. En morcelant les volumes pris en compte avec un niveau de seuil inchangé, **la proposition de la CRE compromettrait donc l'atteinte de l'objectif PPE de 22 TWh**. D'après les calculs réalisés par GRTgaz, l'application des modalités proposées par la CRE ferait plafonner à 14 TWh la quantité de biométhane injectée en 2028, rendant impossible l'atteinte de la cible de 22 TWh prévue par le projet de programmation pluriannuelle de l'énergie.

Par ailleurs, cette mesure introduit une forte instabilité du zonage de raccordement et de la validation des programmes de renforcement, ce qui enlèvera toute visibilité aux porteurs de projet, comme l'illustre l'exemple ci-dessous.

Dans le cas du projet de rebours de Soissons, dont les études de réalisation ont été autorisées par la CRE par la délibération du 20 décembre 2018, les premiers projets ont été mis en service respectivement en juillet 2018 et mars 2019. Le tableau ci-dessous simule la mise à jour du I/V décret au fil des raccordements des projets, toutes choses égales par ailleurs.

	I/V décret (€/Nm ³ /h)	Volumes probabilisés (Nm ³ /h)
Situation initiale	4 367	1266
Situation après 1 ^{er} raccordement (153 Nm ³ /h)	4 725	1113
Situation après 2 ^{ème} raccordement	5 378	978

Les deux projets raccordés injectant actuellement un volume de 170 Nm³/h pour le premier, et de 150 Nm³/h pour le second font baisser le volume probabilisé pris en compte dans le calcul du I/V de 288 Nm³/h par rapport à la situation initiale, grevant l'acceptabilité de l'investissement du rebours et mettant en risque des projets d'injection de biométhane comptant pour 1113 m³/h soit 88% du potentiel initialement retenu.

Calendrier et fréquence d'actualisation

Pour la publication du premier zonage de raccordement, GRTgaz propose de fixer un calendrier réaliste prévoyant un délai de 3 mois à partir de la publication de la délibération de la CRE, ceci afin de laisser le temps aux opérateurs de réseaux de valider l'outil commun de détermination du zonage et de le présenter aux autorités organisatrices de la distribution de gaz naturel concernées.

En ce qui concerne la fréquence d'actualisation, GRTgaz prend note d'une mise à jour annuelle pendant une période de lancement, puis tous les 2 ans ensuite. Il sera important de rappeler que la couleur d'une zone pourra évoluer d'une édition à l'autre (par exemple, et toutes choses égales par ailleurs : favorablement en raison de la maturité des projets, puisque qu'elle conduit à une augmentation de la probabilité de réalisation associée au volume, diminuant de facto le I/V, ou défavorablement si un projet est abandonné).

Question 5 : Êtes-vous favorable aux modalités de validation des investissements de renforcement envisagées par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

GRTgaz est **favorable** aux modalités de validation des investissements de renforcement envisagées par la CRE et consistant à les valider dans le cadre de l'exercice semestriel d'approbation des investissements.

GRTgaz précise que ces renforcements, au sens du décret n° 2019-665, ne se résument pas aux seuls rebours, mais peuvent comprendre des renouvellements ou doubléments de canalisations existantes, des modifications de postes de détente etc.

Question 6 : Êtes-vous favorable aux modalités de déclenchement des investissements de renforcement proposées par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

GRTgaz est **favorable** aux modalités de déclenchement des investissements de renforcement proposées par la

GRTgaz **est favorable** aux modalités de déclenchement des investissements de renforcement proposées par la CRE.

GRTgaz propose que la décision de la date effective de déclenchement des investissements puisse être prise dans la même délibération que celle validant les investissements de renforcement afin d'intégrer le droit d'opposition de la CRE (avec un délai qui peut monter à 3 mois, art. D453-23) dans le processus actuel de validation des investissements.

Question 7 : Êtes-vous favorable à la méthode de quote-part proposée par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

GRTgaz **est favorable** à la méthode de quote-part proposée par la CRE, ainsi qu'à la période de 5 ans sur laquelle elle s'applique : cette méthode constitue une amélioration par rapport à la règle appliquée jusqu'ici du « premier qui déclenche paie », puisqu'elle permet un partage des coûts entre producteurs tout en limitant le risque de coûts échoués supportés par les tarifs, et a le mérite de traiter équitablement les différents producteurs.

Question 8 : Êtes-vous favorable aux seuils d'éligibilité proposés par la CRE et estimez-vous qu'il faille mettre en place d'autres critères ?

Défavorable

Commentaire :

L'introduction dans la consultation publique d'une limitation du déclenchement des ouvrages mutualisés, correspondant à ce que *a minima* à 1/3 des volumes de projets soient au stade de l'étude détaillée, ajoute une contrainte inutile non prévue par le décret. Toutefois, conscient de la nécessité de minimiser le risque porté par le tarif, **GRTgaz propose de permettre le déclenchement dès lors que les projets au stade de l'étude détaillée représentent au moins un tiers des coûts des ouvrages mutualisés concernés ou que les porteurs de projet sont prêts à financer au moins un tiers de ces mêmes coûts.**

Question 9 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'aligner le traitement des ouvrages mutualisés en transport sur le traitement des extensions mutualisée en distribution ?

Favorable

Commentaire :

GRTgaz regrette un traitement différencié entre des ouvrages fondamentalement similaires que sont les rebours et les compressions mutualisées, les premiers étant définis comme des renforcements, les seconds comme des raccordements. Cela risque de désaligner l'intérêt des producteurs, quant à leur raccordement, de l'intérêt général.

Ceci étant, GRTgaz soutient un alignement aussi complet que possible du traitement des ouvrages de transport de celui des ouvrages de distribution, et considère la proposition de la CRE praticable en ajoutant la même proposition que celle faite à la question précédente.

Question 10 : Êtes-vous favorable aux principes retenus par la CRE pour introduire un timbre d'injection pour les producteurs de biométhane ainsi qu'aux modalités de facturation envisagées ?

Défavorable

Commentaire :

Comme exprimé dans la réponse à la consultation publique de mars 2019 relative à la structure tarifaire, **GRTgaz**

est favorable à la création d'un terme d'injection, d'un montant toutefois bien moindre que ce que la CRE propose (cf question n°11).

Néanmoins, **GRTgaz n'est pas favorable à ce que ce timbre d'injection donne des signaux de localisation différenciés** selon trois coefficients.

En effet, ces signaux de localisation –légitimes– existent déjà par :

- les coûts de raccordement payés par les producteurs qui sont directement liés à leur éloignement du réseau ;
- le zonage prévu par l'art. D453-21 qui sera élaboré par les gestionnaires de réseau et qui définira le réseau gazier le plus pertinent pour le raccordement ;
- puis, zone par zone, par le calcul du coût des investissements rapporté aux volumes injectés qui sera mené. Dans les zones où le critère technico-économique dit « I/V décret » ne sera pas satisfait, les producteurs devront supporter la part des coûts de renforcement excédant le plafond.

Surajouter donc des signaux de localisation dans le timbre d'injection risquerait de poser des problèmes de lisibilité et de contestation par la filière.

Ainsi, la première césure proposée par la CRE entre zones qui nécessiteraient un rebours ou une compression mutualisée (coefficient 3) et celles qui n'en requerraient pas (coefficient 1 ou 2) pose les problèmes suivants : au titre de la prévisibilité et de la stabilité, chaque projet serait fixé sur son coefficient dès la signature de son contrat de raccordement, sur la base donc du schéma de renforcement éventuel identifié à cette date. Mais ces schémas pouvant varier dans le temps, il serait ainsi très possible d'affecter le coefficient 3 le plus élevé à un projet sur une zone peu dynamique qui ne nécessitera finalement pas de rebours, et inversement d'affecter le coefficient 1 le plus bas à un projet se trouvant sur une zone qui se révélera prolifique et pour lequel un rebours sera finalement installé. Ces différences de traitement pourraient donner lieu à contestation.

De même, la CRE propose une seconde distinction au sein des zones ne nécessitant pas de rebours (coefficient 1 ou coefficient 2) selon la « *longueur de canalisations sur la zone* ». Or, la plupart des canalisations construites pour le biométhane proviendront des canalisations de raccordement^[1] des producteurs. Ces raccordements étant déjà payés par les producteurs, on voit la redondance d'un tel dispositif qui ne contribuerait pas à la lisibilité de la tarification, d'autant qu'il se baserait définitivement lui aussi, sur la seule base du schéma de renforcement envisagé à la date de la signature du contrat de raccordement, sans mise à jour possible.

Par ailleurs, contrairement à ce qui est écrit en page 19 de la consultation, il nous semble que le coefficient 2 pourrait s'appliquer à des raccordements d'installations de biométhane au réseau de transport, dans les cas qui ne requerraient pas de compression mutualisée (mais par exemple une extension mutualisée en acier).

Pour éviter ces différents écueils, en lien avec la proposition de Teréga et de GRTgaz faite en juin 2019, GRTgaz recommande l'introduction:

- **d'un terme d'injection « Distribution » valable pour tous les sites de biométhane** raccordés à un réseau de distribution.
- **d'un terme d'injection « Transport »** (terme qui existe déjà : PITP sur réseau de transport) pour les projets raccordés sur le réseau de transport acier et polyéthylène. Ce terme devrait être inférieur au précédent, les investissements de compression étant déjà supportés directement par le producteur, sur son site ou via ses ouvrages de raccordement (compression mutualisée notamment).

Cette dualité permettrait de tenir compte du retour d'expérience des S3RENR électriques, dans lesquels la quote-part unique, quelle que soit la tension de raccordement, a suscité des raccordements majoritairement en basse tension (guidés pour le producteur par l'évitement de l'investissement dans un transformateur), non-optimaux pour le système électrique.

[1] Exception faite des maillages, définis par le décret 2019-665, comme des renforcements

Question 11 : Les modalités de calcul et le niveau du timbre d'injection envisagé à ce stade vous semblent-ils pertinents ?

Non

Commentaire :

La CRE propose que les timbres d'injection reposent sur la base des opex générés sur les réseaux par les productions de biométhane.

GRTgaz questionne cette approche.

En effet,

- les autorités ont souhaité soutenir la filière biométhane au travers du décret 2019-665 en actant une prise en charge de l'ensemble des « *coûts de renforcement* » par les tarifs d'utilisation des réseaux et non spécifiquement par la filière biométhane.

La proposition de la CRE semble en prendre le contre-pied en laissant à la charge de la filière la part opex des renforcements, seuls les capex étant mis –eux– dans les tarifs d'utilisation des réseaux.

- **Cette proposition ne semble pas cohérente avec le restant de la tarification actuelle des réseaux de transports**, pour lesquels les opex des ouvrages ne sont pas affectés spécifiquement à tel ou tel point d'entrée/sortie.

Une telle proposition reviendrait à considérer comme seule « *utilisatrice* » des renforcements envisagés, la filière biométhane, à l'exclusion de tous les autres utilisateurs (et notamment des consommateurs). Il n'a pas été procédé ainsi, par exemple pour le recouvrement des renforcements de cœur de réseau lors de la création du terminal méthanier de Dunkerque en 2016 et la fusion des zones en 2018.

- Enfin, **elle fait évoluer le périmètre des prestations de raccordements actuelles**, puisque les opex liés aux raccordements des installations de biométhane, sont actuellement recouverts via les contrats de raccordement et non via l'ATRT.

Par ailleurs, **GRTgaz alerte sur le niveau élevé du tarif proposé, notamment le coefficient 3 à 1,4 €/MWh, dans le contexte actuel où une baisse progressive du tarif d'achat est annoncée et où le projet de loi Énergie-Climat introduit un nouveau système de mise aux enchères des Garanties d'Origine par l'État**, qui pourrait priver de facto la filière biométhane du bénéfice d'une part de la valeur de la garantie d'origine.

GRTgaz évalue l'impact de ce timbre 3 à une baisse de TRI projet de 0,5% sur la base de cas type. Cette baisse très significative de rentabilité risque donc d'arrêter des projets de biométhane situés dans des zones où le critère technico économique « I/V restreint » est pourtant favorable et dont la contribution est donc essentielle à l'atteinte des objectifs de la PPE de 22 TWh de biométhane injectés en 2028 (le plafond de 4700 €/m³/h étant directement lié à cet objectif de volume).

En comparaison avec le système gaz et sa tarification aux points frontières, on notera que le timbre 3 à 1,4 €/MWh correspond, dans le cas des sites de biométhane qui injectent quasiment en plat sur l'année (8200 h/an), à un terme capacitaire d'entrée sur le réseau de l'ordre de 480 €/MWh/j/an. Cela représente un facteur supérieur à 4 comparé au terme d'entrée aux points frontière, qui s'établit à 105 €/MWh/j/an.

En outre, si l'on fait la comparaison avec le système électrique, les S3RENR envoient un signal prix en répercutant aux producteurs une quote-part des capex. Ce signal prix, tel qu'il ressort du panorama de l'électricité renouvelable

2018, varie entre 0 k€/MW (en Alsace) et 70 k€/MW (en Midi-Pyrénées).

Ainsi, une cogénération biogaz de 1 MW supporte au plus un signal-prix de 70000 €, auquel se rajoute un tarif d'injection nul, l'essentiel des installations de production d'électricité renouvelable (parc éolien y compris offshore, centrale photovoltaïque, cogénération biogaz) étant raccordé en HTA ou HTB1 du fait de leur taille.

En comparaison, un projet de même capacité de méthanisation mais en injection biométhane produit 23 GWh/an. Le timbre 3 proposé, occasionnerait (sur 15 ans avec un taux d'actualisation à 7%) une charge actualisée nette de 293000 €, soit **plus de 4 fois le signal économique le plus fort envoyé en électricité à travers les S3REN et le TURPE**.

Enfin, **GRTgaz alerte sur un terme tarifaire qui serait facturé à la quantité, en €/MWh.**

En effet, la CRE a annoncé dans sa Consultation Publique du 23 juillet 2019, son intention de maintenir une tarification exclusivement capacitaire (en €/MWh/j/an) sur le réseau de transport dans l'ATRT7.

Par cohérence, GRTgaz demande que ce timbre d'injection soit exprimé dans la même unité ; l'introduction d'un terme à la quantité créerait un précédent problématique, dans la mesure où la remise en cause de la tarification à la capacité engendrerait un transfert de valeur massif entre les différents utilisateurs actuels du réseau.

Pour ces différentes raisons, **GRTgaz propose de ne pas lier les timbres d'injection avec les surcoûts d'opex induits par la filière biométhane.**

En lien avec la proposition faite en juin 2019 avec Terega, GRTgaz propose une socialisation et une péréquation plus importantes de ces coûts de renforcements et d'établir :

- Un terme d'injection « Distribution », recouvré par le GRT au Point d'Interface Transport-Distribution et payé par l'ensemble des fournisseurs achetant du biométhane injecté sur réseau de distribution.
- Un terme d'injection « Transport », recouvré par le GRT au Point d'Interface Transport-Production et payé par l'ensemble des fournisseurs achetant du biométhane injecté sur réseau de transport en acier ou en polyéthylène. Son niveau tarifaire doit être bien inférieur au terme d'injection « Distribution » puisque ces producteurs raccordés au réseau de transport supporteront directement les problématiques de compression sur leur site ou via les ouvrages de raccordement mutualisés.

Ces deux termes, éventuellement complétés d'une tarification à l'ATRD pour les producteurs au titre des renforcements effectués par les distributeurs (maillages notamment), permettraient d'éviter tout transfert financier entre le GRD et le GRT.

Les niveaux de ces termes nous semblent devoir être fixés en cohérence avec l'ensemble des orientations économiques fixées pour la filière. En l'absence de visibilité sur plusieurs éléments structurants (tarifs d'achat du biométhane, Garanties d'Origines), GRTgaz préconise que ces termes soient créés dans l'ATRT7 mais que leurs niveaux restent à ce stade symboliques.